Royaume d'Espagne : la lourde condamnation par Madrid des dirigeants catalans met le feu à la Catalogne - Bilan d'une semaine de mobilisations

mercredi 23 octobre 2019, par SALAS Miguel (Date de rédaction antérieure : 20 octobre 2019).

Le lundi 14 octobre 2019 restera dans l'histoire du Royaume d'Espagne comme le jour où des dirigeants sociaux et politiques ont été injustement condamnés et où le fossé, probablement insurmontable, entre une majorité de Catalans et le régime monarchique actuel s'est encore élargi. L'histoire peut faire beaucoup de détours, dans divers sens, mais la rupture politique avec les institutions du régime actuel est un fait incontestable. Le processus vers une république peut être lent, peut-être sinueux et complexe, mais c'est le seul moyen de recouvrer les droits, tant sociaux que politiques, pour restaurer la souveraineté du peuple, aujourd'hui usurpé par des institutions que personne n'a choisies, comme la monarchie, ou héritées du franquisme, comme la justice.

Sommaire

- « Marches pour la liberté »
- Solidarité
- Violence
- Dialogue, quel dialogue ?
- Crise au sein du governement
- Elections

Cent ans de condamnation, c'est la somme totale des peines prononcées par la Cour suprême. Ils n'avaient aucune base juridique et elle a dû se replier sur l'accusation de rébellion et de coup d'Etat (qui a mis en cause le discours tenu par la droite pendant ces années), mais la Cour a condamné les membres séditieux d'un gouvernement démocratiquement élu (dans la même phrase on reconnaît qu'ils n'ont pas mis en pratique ce qu'ils ont annoncé), le président du Parlement, dont la seule accusation était de permettre un débat démocratique dans le cadre parlementaire et les dirigeants sociaux pour mener une manifestation pacifique. Comme on pouvait s'y attendre, la Cour suprême a profité de l'occasion pour faire la leçon et menacer de sédition toute protestation qui s'oppose aux décisions judiciaires ou qui implique une désobéissance civile. La sentence n'affecte pas seulement les dirigeants condamnés, elle constitue une menace pour les droits de tous. Ce n'est pas seulement un problème catalan, c'est un problème de libertés qui touche tous les citoyens et citoyennes, quelle que soit leur idéologie ou leur position politique.

_« Marches pour la liberté »

Si une grande riposte au jugement était prévisible, la réalité a dépassé toutes les attentes. En raison de sa massivité, la mobilisation a probablement dépassé celle des 1er et 3 octobre 2017 et ses répercussions politiques sont d'une grande importance. L'accumulation des événements a modifié beaucoup de choses, a changé la perception des autres et représente un bond en avant dans le processus de mobilisation populaire. Le même lundi, des milliers de manifestants ont encerclé l'aéroport de Barcelone et le soir, les places de pratiquement toutes les villes, grandes et petites, se sont remplies. Dès le premier moment, la présence active et massive des jeunes a été très visible. Chaque jour, dans toute la Catalogne, il y a eu des rassemblements et des manifestations. Le mercredi 16 octobre, cinq colonnes appelées Marches pour la liberté ont commencé à marcher les 100 kilomètres qui les séparaient de Barcelone.

Des milliers de personnes se sont jointes à eux et ont transformé les marches en une manifestation impressionnante de protestation et d'expression de la volonté d'un peuple qui n'est pas prêt à laisser ses dirigeants endurer tant d'années en prison. Le vendredi 18, les rues de la plupart des villes semblaient presque désertées par l'appel à une grève générale qui a eu un écho parmi les travailleurs très inégal a réussi néanmoins à paralyser les communications, forçant la fermeture de nombreuses entreprises en raison de difficultés d'approvisionnement et pour les travailleurs eux-mêmes à se rendre à leur travail (Seat a annoncé la veille l'arrêt de la production et l'employeur Cecot (organisation patronale) a déclaré que 50% de ses associés n'avaient pas mis en marche leurs installations). La grève a été importante dans l'éducation, le commerce et dans les secteurs de l'administration, de même que dans services administratifs locaux. Les dockers du port de Barcelone ont décidé de soutenir la grève « pour la défense des droits du travail et des droits civils de tous les citoyens de Catalogne […] et pour protester pour les droits violés par la sentence de la Cour suprême ». Dans l'après-midi, les Marches de la Liberté et les personnes mobilisées par la grève ont convergé en une concentration impressionnante dans le centre de Barcelone, ainsi qu'à Lleida, Tarragone et Gérone. Toutes les excuses possibles peuvent être recherchées, certains peuvent même se tromper eux-mêmes, mais il est impossible de nier la volonté et la fermeté des millions de personnes qui sont descendues dans la rue pour exiger : la liberté des prisonniers politiques et l'autodétermination.

L'un des aspects les plus remarquables a été la présence massive des jeunes. Leur participation et leur politisation sont directement liées aux expériences de ces années : au processus d'émancipation nationale, à la lutte contre la répression, à l'action de l'Etat et de sa justice, ainsi qu'à la précarité, au chômage, à l'effort presque impossible pour trouver un logement décent ou au manque d'avenir. Pour cette nouvelle génération, les deux aspects sont intimement liés et toutes les tendances politiques devront en tenir compte si elles veulent avoir un avenir. La violence policière pour diviser le mouvement ne les a pas séparés de l'action et, dans de nombreux cas, ils ont fait face et réagi aux provocations de la police.

Les dirigeants politiques sont loin derrière et de nouvelles expressions de l'orientation de la mobilisation émergente, le tsunami démocratique, que ce soit CDR (Comités de défense de la République), évidemment Omnium et ANC (Assemblée nationale catalane)… Il faudra analyser ce que ces organisations représentent politiquement à l'avenir. La grève, la grève civique et la grève des citoyens du 18 octobre ont dépassé les grands syndicats, au-delà du nombre de personnes qui s'arrêtaient à leur travail, et devraient aussi être une raison de réfléchir sur leur rôle dans ce mouvement.

Solidarité

Pour continuer à survivre, les défenseurs du régime actuel doivent séparer la lutte du peuple catalan du reste des luttes de l'Etat, car si les luttes sociales et démocratiques étaient unies, ils auraient beaucoup plus de difficultés à y faire face. Il faut reconnaître que, jusqu'à présent, ils y sont parvenus, même si c'est en utilisant la propagande la plus fausse, enivrante et mensongère. Ils ont réussi à générer une opinion contraire au mouvement démocratique catalan. Les classes populaires n'y gagnent rien ; au contraire, elles sont divisées et affaiblies.

La sentence est un exemple du fait que cette politique touche tous ceux qui se battent. La déclaration de la Plate-forme des personnes affectées par les hypothèques (PAH) est significative : *« C'est pourquoi nous assistons avec inquiétude à la régression de nos droits qu'implique la condamnation – rendue publique aujourd'hui – des prisonniers politiques catalans par la Cour suprême : est-ce de la sédition que de manifester pour désobéir à une décision judiciaire ? Nous ne pouvons manquer de manifester notre solidarité avec les personnes que l'Etat a condamnées à 100 ans de prison. Nous continuerons dans la rue à arrêter les expulsions [des logements pour impossibilité de faire face aux paiements de prêts hypothécaires] et à désobéir aux lois injustes, et si pour la justice c'est de la sédition, nous serons séditieux. (…) Cet état est aujourd'hui un peu plus injuste et un peu moins libre. Si voter est séditieux, si désobéir est séditieux, nous serons séditieux tous les matins qui nous trouveront devant une entrée pour empêcher une expulsion, chaque fois que nous occuperons une agence bancaire et chaque fois que nous désignerons les responsables. Ces accusations visent tout le monde et ce n'est pas le moment de faire profil bas. »*

Bien dit ! Ce n'est pas le moment de faire profil bas. Dans tout le Royaume d'Espagne, il y a eu d'importantes concentrations de solidarité. Celui de Saint-Sébastien le 19 octobre a été le plus important. Et il y en a eu aussi à Madrid, Valence, Bilbao, Saragosse, Grenade, Cáceres, Oviedo (lors de la remise des prix Princesa de Asturias), Burgos, Valladolid, Coruña, Santiago, Vigo, etc. C'est un fait politique d'une importance énorme. Une grande partie de l'Etat est consciente que la mise en question des droits est l'affaire de tous et qu'il n'est pas possible de détourner le regard.

C'est pourquoi la réponse timorée de la gauche sociale et politique continue de surprendre (Pablo Iglesias a déclaré que *« tout le monde devra respecter la loi et accepter la sentence »*), avec des exceptions comme Teresa Rodríguez de Adelante Andalucía ou Sánchez Mato de IU-Madrid. N'avez-vous pas lu la déclaration de la PAH ou des écologistes, ne pensez-vous pas que vous ne pouvez plus continuer à fermer les yeux ? Ou nous devrons nous rappeler (en l'adaptant) le conte bien connu : « Quand les nazis sont venus chercher les indépendantistes, je suis resté silencieux, parce que je n'étais pas un indépendantiste… ».

Violence

La violence d'aujourd'hui n'a qu'un seul grand coupable : la répression policière. Environ 2000 policiers envoyés par le gouvernement espagnol, plus des milliers de *« mossos »* [police catalane], des attaques indiscriminées, l'utilisation de balles en caoutchouc (interdite en Catalogne) et de gaz lacrymogène. Plus de 200 personnes soignées dans les hôpitaux, des dizaines de journalistes battus, quatre personnes peuvent perdre un œil et une autre a perdu un testicule. Un dirigeant du PP (Parti populaire) catalan a été très clair : *« L'action de la police n'est pas la violence mais l'usage légitime de la force »*.

Commençons par là : la brutalité policière et la provocation sont légales et permises, tout le reste, c'est l'enfer. Les télévisions ne montrent que les barricades incendiées, mais il existe de nombreux

enregistrements de personnes anonymes au sujet d'accusations policières et de provocations, tant face à des groupes de manifestants qu'à des individus. Même Amnesty International a dû dénoncer des *« cas de recours excessif à la force policière »*. Marie Struthers, directrice Europe d'Amnesty, a déclaré : *« La manière dont le matériel antiémeute est utilisé est très préoccupante. »*

Il semble y avoir autre chose. Les forces de police ont pu agir à leur guise, jouissant d'une grande autonomie par rapport aux gouvernements (central et catalan). Cela a été évident, par rapport au gouvernement, mais aussi par rapport au gouvernement espagnol. Les Mossos ont ignoré les protocoles d'action et nous avions déjà vu l'opération grossière de la Guardia Civil contre le CDR. Ces jours-ci nous avons vu que Sánchez et Marlaska (ministre de l'Intérieur), ainsi que Torra (président de la généralité de Catalogne) et Buch (ministre de l'Intérieur de Catalogne), ont été pris à contre-pied C'est un facteur de désordre très important. Vous ne pouvez pas gouverner un pays soumis à la police et aux juges.

Cette fois-ci, des milliers de jeunes, et moins jeunes, ont répondu aux provocations. Le caractère d'un mouvement de masse pacifique est évident, mais il y a une limite à tout. Lorsque le poids de la loi est perçu comme antidémocratique, lorsque la répression policière est utilisée sans discernement et qu'il n'y a aucune perspective de dialogue ou de propositions politiques, lorsque la crise et la précarité brisent toute perspective vitale, il n'est pas difficile d'y voir un terrain propice pour des groupes de jeunes pour affronter la police. Au lieu de les condamner et d'essayer de les isoler, il vaudrait mieux les écouter, les politiser et leur apprendre la stratégie politique, car le problème avec ces actions est de savoir si elles sont acceptées ou non par la masse mobilisée, si elles servent à renforcer ou à affaiblir le mouvement, et non des condamnations hypocrites de ceux qui sont pourtant prêts à les envoyer à la police, nationale ou mossos.

Cela n'enlève rien au fait qu'il y a des policiers provocateurs (c'est habituel : ce ne serait pas la première fois) ou des aventuriers qui affrontent la police sans aucun objectif. El est évident que l'État et le gouvernement ont un énorme intérêt à présenter le mouvement national d'émancipation comme violent. En réalité, le jugement de la Cour suprême leur donne cette couverture, et ils l'utilisent pour écraser et écraser avec la même idée.

Le journaliste Javier Gallego d'*El Diario* a qualifié cette question de manière adéquate. Il dit : *« Nous avons vu des conteneurs brûlés à Gamonal et nous avons applaudi un combat de quartier contre la spéculation. Nous avons vu les adolescents tirer des projectiles sur la police et nous avons admiré le courage dont ils ont fait preuve pour défendre leur emploi et leur famille. Nous avons vu les Murciens (habitants de Murcie) couper la voie ferrée pour demander l'enterrement de l'AVE (train à grande vitesse) et nous avons célébré leur victoire. Nous avons célébré la façon dont les Équatoriens viennent de renverser les mesures néolibérales de leur gouvernement après une bataille rangée. Nous avons vu les 15M (« les indignés », les marées, les marches de la dignité) affronter les coups de la police antiémeute et nous avons critiqué la violence policière et défendu la lutte sociale pour la démocratie. Maintenant, avec les Catalans indignés, je vais le faire aussi, bien que je ne sois pas d'accord avec l'indépendance. »*

Dialogue, quel dialogue ?

La motion de censure qui a renversé Rajoy (PP) et fait de Sánchez le président avait comme l'un de ses éléments la proposition d'ouvrir un dialogue avec et sur la Catalogne. Pendant des années, nous avions assimilé que la politique de Rajoy de laisser les problèmes se résoudre, ou pourrir, était une sorte de caractéristique psychologique de sa personnalité. Nous avions tort, parce que maintenant Sánchez agit comme s'il « faisait un Rajoy ». Dialogue ? On ne l'a plus jamais su. Des propositions ?

Et qu'est-ce que c'est ? Puis nous avons découvert que le problème n'est pas tant l'idiosyncrasie de Rajoy que l'incapacité de l'Etat à ouvrir un véritable dialogue, à mettre les problèmes politiques sur la table et à étudier les mécanismes pour les aborder et les résoudre.

Après le jugement rendu public, des expressions telles que « nous devons ouvrir une nouvelle phase », « c'est le temps de la politique en majuscules », « c'est le temps du dialogue » ont été entendues. Cependant, jusqu'à présent, elles n'ont pas cessé d'être des paroles creuses parce qu'il n'y a pas de proposition et, ce qui est pire, on ne s'y attend pas non plus. Les ministres Carmen Calvo (vice-présidente du gouvernement) et Ábalos (ministre de l'Equipement) l'ont clairement exprimé cette semaine : *« Ce n'est pas le moment. »* Est-ce qu'il arrivera un jour ? Parce que si tout se limite à dire que l'indépendance doit s'autocritiquer et que la seule chose dont vous pouvez parler doit être conforme à la loi, la conversation a peu de sens.

Certes, le dialogue est nécessaire, mais lorsque les juges ont été mis en avant et que de longues peines d'emprisonnement ont été prononcées, le point de départ ne peut être celui de ceux qui en ont tiré avantage et qui diraient : « Voilà ce qu'il y a, parlons maintenant de politique ». Les partisans de la souveraineté et de l'indépendance ont fait des propositions : amnistie (libération des prisonniers politiques) et référendum pour que la société catalane puisse décider de son avenir. Peut-on en parler ? Si nous en parlons, c'est pour résoudre démocratiquement le conflit, pas pour l'allonger ou pour mettre des vêtements chauds qui ne résolvent rien. Et le gouvernement actuel, comme la droite, est toujours ancré dans l'idée que rien ne peut être dit sur la forme actuelle de l'unité espagnole, car pour eux il n'y a aucune autre « Espagne » possible. En pratique, cette vision signifie qu'il n'est pas possible de parler de coupes sociales (la réforme du travail est toujours là et les pensions sont en surplomb) ou de mesures antidémocratiques, comme celles qui découlent du jugement ou de la Ley Mordaza [loi mise en place par le PP qui implique la judiciarisation des formes de critiques au pouvoir]. Alors, de quoi ces gens pensent-ils pouvoir parler ? Sur la question de savoir si plus ou moins d'argent est investi sur le corridor méditerranéen… Le point sur lequel au moins 80% de la population catalane se retrouve est qu'il faut donner à la population une voix pour décider de quel type de relation elle doit avoir avec le reste des peuples d'Espagne. Le gouvernement espagnol doit s'asseoir pour négocier ce que le mouvement demande : l'amnistie et l'autodétermination. Et dans l'intervalle, il est nécessaire de poursuivre la lutte.

Le dialogue est essentiel si nous partons de la reconnaissance sur un pied d'égalité de la réalité plurinationale et des aspirations que cela implique. Le contraire, fera que de type de « dialogue » ne pointera que vers la répression et l'involution. La gauche de l'Etat tout entier doit être impliquée dans ce processus afin de freiner la droite.

Crise au sein du governement de la Generalitat

Si la rébellion catalane a été la cause principale de la crise du régime monarchique, elle a aussi été la cause principale de la crise pour le gouvernement de la Generalitat. Il était en crise et paralysé depuis le début, et la mobilisation de ces journées l'a rendue beaucoup plus aiguë. Incapable de définir une ligne concrète pour avancer vers l'autodétermination au-delà des déclarations, menacé par un nouvel article 155 [qui met la Catalogne sous la gestion de pouvoir central] et avec les « mossos » hors de contrôle, sans avoir une politique d'ordre public différente de celle de la police nationale et de la garde civile (la demande de démission du ministre de l'Intérieur, Miquel Buch, est un cri qui est très largement repris), le gouvernement Torra s'est écroulé.

Sans prétendre aborder ici toutes les nuances du débat, il y a deux positions contestées dans le mouvement indépendantiste : celle représentée par l'ANC, Puigdemont et Torra lui-même, sans être

exactement la même, défend que la seule réponse à cette situation est l'indépendance. Le 11 septembre dernier, elle s'exprimait dans le slogan : objectif : l'indépendance ; et après la condamnation de la Cour suprême, elle est reprise sous la forme : contre la sentence, l'indépendance. Une fois de plus l'objectif magique (« Indépendance ») apparaît qui résoudrait tous les problèmes, sans tenir compte des alliances, des forces et des adversaires. L'autre position, également avec ses nuances, est représentée par Ómnium, ERC et les secteurs souverains des municipalités, qui considèrent qu'une réponse large et démocratique est nécessaire, une alliance avec d'autres secteurs de la société catalane et espagnole pour obtenir l'amnistie et pouvoir exercer le droit à l'autodétermination. Néanmoins, elle ne parvient pas à établir un plan politique et d'action pour y parvenir.

Le mouvement a besoin d'un plan politique pour aller de l'avant, un plan qui fixe des objectifs et discute des moyens pour les atteindre. L'action continue d'être unitaire et massive, et ce débat porte sur la lutte pour l'hégémonie du mouvement, que ce soit la gauche qui le dirige ou qu'elle reste entre les mains d'une droite avec une politique déjà épuisée.

Elections

La semaine a été intense et, une fois de plus, le mouvement a montré son indignation, sa force et sa conscience que la mobilisation va continuer, jour après jour, semaine après semaine. Ceux qui ne veulent pas le voir, qu'ils restent aveugles. Parce qu'il y a encore des leaders politiques et des écrivains – qui se disent de gauche – qui affirment que le mouvement catalan est bourgeois ou qu'il est trompé par Torra. La prochaine réunion massive et unitaire est prévue pour samedi 26 octobre.

Et quatre jours plus tard, une nouvelle campagne électorale déterminée par le conflit catalan s'ouvrira. Il est difficile de savoir comment cela affectera les résultats dans les urnes, mais il est évident que le PSOE se tourne vers la droite et que la droite va l'utiliser pour diaboliser la rébellion catalane. Un éventuel renforcement de ces options ne serait pas une bonne nouvelle, pas plus qu'un éventuel pacte PSOE-PP. Si cela devait se produire, la responsabilité ne reposerait pas sur la mobilisation de la Catalogne, mais sur les difficultés qui existent dans l'ensemble du Royaume pour établir une politique démocratique d'alliance entre les gauches, la souveraineté et l'indépendance qui reconnaisse, aujourd'hui, les droits sociaux et les droits des peuples sous le Royaume d'Espagne. La droite l'utilise pour diviser et susciter l'affrontement ; la gauche devrait l'utiliser pour unir et rechercher la fraternité entre les classes populaires et les peuples, c'est-à-dire pour proposer comme perspective une solution républicaine, démocratique, féministe, écologique et la reconnaissance du droit à l'autodétermination. C'est ce qui peut battre les droites et ouvrir une nouvelle étape pour les droits et des libertés.

Deux éditions du grand journal « d'information » : l'une nationale, avec l'accent mis sur les dites violences ; l'autre pour la Catalogne avec l'accent mis sur l'ampleur de la mobilisation.

Dans l'ensemble de l'Etat, la campagne de presse, de radio et de télévision contre le mouvement

catalan est pleine de mensonges et d'intoxications. Il faut s'efforcer de connaître la vérité, d'être informé des faits et d'écouter ce que les gens pensent. Si la vérité est toujours révolutionnaire, ce sont des moments où la lutte pour la vérité est un instrument fondamental de solidarité et de fraternité entre les personnes et les peuples.

Miguel Salas

Post-scriptum. Le conflit catalan ne doit pas cacher deux mobilisations importantes qui ouvrent un autre fossé dans la stabilité politique. La grève des **métallos** dans la province de Biscaye a paralysé le secteur pendant cinq jours. Il y a eu d'importantes mobilisations et fraternisation avec d'autres secteurs en lutte, notamment les retraités de Bilbao. C'était une grève qui n'a pas été vue depuis longtemps et les « épées sont encore brandies », en attendant une proposition des patrons. Si elle n'est pas satisfaisante, de nouveaux jours de grève sont préparés.

Mercredi 16 octobre, des milliers de **retraité·e·s** se sont réunis à Madrid pour exiger le maintien des pensions publiques et la réévaluation et l'amélioration des pensions actuelles. La veille, les groupes qui avaient marché depuis Rota (Cadix) et Bilbao étaient arrivés. « Qui que ce soit qui gouverne, les pensions seront défendues », criait la marée des retraité·e·s répartis dans tout le Royaume d'Espagne. Si l'on ajoute les droits sociaux et démocratiques, tous les mouvements sociaux et de classe seront renforcés. C'est une perspective républicaine.

P.-S.

• Article publié sur le site Sin Permiso, en date du 20 octobre ; traduction rédaction A l'Encontre le 21 octobre : http://alencontre.org/europe/espagne/royaume-despagne-le-jugement-met-le-feu-a-la-catalogne-bilan-dune-semaine-de-mobilisations.html